



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 14/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SA VECHAMBRE ET CIE

51 route d'Ocquerre
77440 Lizy-sur-Ourcq

Références : E/23-0889
Code AIOT : 0006516666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 avril 2023 dans l'établissement SA VECHAMBRE ET CIE implanté 51 route d'Ocquerre 77440 Lizy-sur-Ourcq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 5 avril 2023 était réalisée dans le cadre d'une action régionale concernant les risques d'incendie dans les installations de tri, transit ou regroupement de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA VECHAMBRE ET CIE
- 51 rue d'Ocquerre 77440 Lizy-sur-Ourcq
- Code AIOT : 0006516666
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VECHAMBRE ET CIE dispose du récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/030 du 3 mars 2014 pour exercer des activités relevant de la rubrique 2713 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) et de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté qu'un des arceaux de protection de la bouche incendie située sur la voie publique à proximité de l'entrée de l'établissement, avait été endommagée, vraisemblablement du fait d'un véhicule en stationnement sur le trottoir.

L'exploitant a également fait état de véhicules régulièrement stationnés sur le trottoir, empêchant l'accès à l'armoire électrique de son établissement.

L'inspection des installations classées propose d'informer la commune de Lizy-sur-Ourcq de ces éléments, susceptibles d'engendrer des risques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Moyens de lutte contre l'incendie – moyens d'intervention autres que l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 2.9	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des conditions de déclaration	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-54	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté que la nature et le volume des activités de la société VECHAMBRE ET CIE étaient conformes au récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/030 du 3 mars 2014.

Les conditions d'exploitation de ces activités étaient globalement conformes, à l'exception des points suivant :

- l'accès à 2 extincteurs était encombré,
- une réflexion est à mener pour déterminer si un ou plusieurs points de détection incendie supplémentaires doivent être ajoutés dans l'établissement,
- la réserve de sable meuble n'était pas disposée à proximité des zones à risque,
- l'établissement ne dispose d'aucune capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des conditions de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-54
Thème(s) : Situation administrative, Respect des conditions de déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique. S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. III. - Les nouvelles déclarations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations initiales.

Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la nature et le volume des activités prévues par le récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/030 du 3 mars 2014 étaient respectées. La surface d'entreposage des métaux et déchets de métaux non dangereux étaient inférieure à 500 m ² et il a été constaté la présence d'un bac de batteries au plomb contenant moins de 800 kg de batteries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté la présence d'une bouche incendie située à moins de 100 mètres de l'installation. Il a toutefois été constaté que l'un des arceaux de protection de cette bouche incendie avait été endommagé, vraisemblablement par un véhicule en stationnement sur le trottoir. L'état de la bouche incendie en elle-même n'était pas altéré. Toutefois, suite à ce constat, l'inspection des installations classées propose d'informer la commune de Lizy-sur-Ourcq de l'état d'endommagement de cet arceau de protection de la bouche incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté la présence de 6 extincteurs répartis dans l'installation, ainsi que de deux extincteurs supplémentaires disponibles en réserve. L'accès à deux de ces extincteurs était néanmoins encombré par certains objets disposés devant. Il convient par conséquent de justifier de la libération de l'accès à ces extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats : Un plan du bâtiment et des aires de gestion est disposé à l'entrée du bâtiment. L'installation est équipée d'un système de détection incendie disposant de 2 points de détection. Ce système est relié à un dispositif de report d'alerte auprès du personnel afin de permettre l'alerte des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables.

Constats : L'installation est équipée d'un système de détection incendie disposant de 2 points de détection. Ce système est relié à un dispositif de report d'alerte auprès du personnel afin de permettre l'alerte des services d'incendie et de secours. Le nombre et la disposition des deux points de détection de ce système nécessite toutefois de faire l'objet d'une réévaluation afin de déterminer s'il apparaît nécessaire de compléter ce dispositif par un ou plusieurs dispositifs de détection supplémentaires, afin d'optimiser la détection incendie dans le bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – moyens d'intervention autres que l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté qu'une réserve de sable meuble était présente mais disposée à l'extérieur du bâtiment. Cette réserve doit être déplacée à l'intérieur du bâtiment, à proximité des zones à risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, point 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Il a été constaté que la dernière vérification périodique des extincteurs, datant de moins d'un an, avait été effectuée le 27 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe, point 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, il a été constaté que l'établissement ne disposait d'aucune capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. À l'issue de la visite, l'exploitant a formulé l'engagement d'entamer dès que possible une réflexion pour la mise en place d'un système de rétention à l'intérieur du bâtiment, dimensionné au regard de la quantité d'eau d'extinction à recueillir (60 m³/h pendant 2 heures, soit 120 m³). Aussi, il convient de justifier des actions concrètement engagées pour la mise en place de cette capacité de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Piles au lithium usagées

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2018, Flash Aria du BARPI de septembre 2018
Thème(s) : Risques accidentels, Piles au lithium usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs au lithium en fin de vie. Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie : ① Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ; ① Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ; ① Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ; ① Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ;

🕒 Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675).
Constats : Lors de la visite d'inspection du 5 avril 2023, l'exploitant est apparu correctement sensibilisé aux risques liés aux piles et accumulateurs au lithium. Il a précisé que les déchargements de déchets étaient réalisés sous le contrôle permanent du personnel de l'établissement et que les objets susceptibles de contenir des piles ou accumulateurs au lithium étaient systématiquement refusés. Aucun objet de cette nature n'a été constaté dans l'établissement le jour de la visite. L'exploitant a précisé qu'aucun incident associé à des piles ou accumulateurs au lithium n'avait été recensé dans l'établissement jusqu'à présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

